

PIERRE TARTAKOWSKY,
président de la LDH

L'avenir au présent

Le paysage politique et institutionnel français apparaît comme dévasté. L'extrême droite peut se féliciter d'une double victoire : électorale et idéologique, son ombre s'étendant sur les terres et les esprits de la droite. Celle-ci est contrainte – du fait de ses conflits internes, du poids des scandales, de l'urgence à déterminer l'identité de son champion pour 2017 – à se restructurer, dans la douleur. Sa posture critique n'a en aucune façon profité à la gauche non gouvernementale, pas plus que leur retrait du gouvernement Valls n'a bénéficié

« Pour le dire gravement : la démocratie est en mal de lendemains d'attente. »

aux Verts. Quant à la majorité gouvernementale et au parti qui l'incarne, ils en sont à engager une sorte de refondation identitaire sur des bases dont personne, aujourd'hui, n'est capable de discerner le contenu, l'orientation dont elles participent, l'ambition qu'elles entendent porter. Pour le dire gravement : la démocratie est en mal

de lendemains d'attente. Et les signes envoyés par le gouvernement à l'opinion publique au lendemain du scrutin européen – descente policière à Calais, déclaration guillotine du ministre de l'Intérieur sur le droit de vote des résidents non européens, posture présidentielle martiale vis-à-vis de la grève des cheminots... ne vont pas dans le bon sens.

Devant nous, un fort engagement, d'importantes responsabilités

L'urgence est donc double : tenir et reconstruire. Tenir face à l'adversité, aux adversaires – aussi hargneux que pugnaces –, tenir enfin, face aux difficultés qui entravent l'application des droits, l'expression des libertés. En un mot : continuer.

Encore faut-il le faire en tenant compte de ce qui s'écroule autour de nous, de ce qui doit être protégé ou reconstruit. Ce qui touche à cette question délicate qu'est notre rapport au politique. Citoyenne, la LDH se définit comme association politique. Ce qui s'accorde avec sa vocation à défendre l'universalité et l'indivisibilité des droits. Elle ne se désintéresse donc pas de la sphère politique. Elle ne l'a jamais fait, elle n'entend pas le faire. Plus que jamais, la liberté, l'égalité et la fraternité ont besoin de rassemblement, de convergences, d'échanges et de débats. La LDH peut y prendre sa place, toute sa place et... rien que sa place. Tout indique que le débat public va entrer dans une phase extrêmement confuse qui sera peut-être, à terme, productive, mais qui va passer par des débats tendus, des recompositions et des déchirements, toutes choses qui sont rarement l'occasion d'une appropriation large et démocratique. Comment, alors, appréhender cette « double besogne », accrocher, comme on dit, nos charrues à une étoile ? Essentiellement en restant les deux pieds enracinés dans la glèbe de l'effectivité des droits. Avec les élus, qu'ils soient de gauche ou non, qui défendent les droits des Roms, nous travaillons à faire reculer l'arbitraire, renforçons les valeurs sur lesquelles on peut reconstruire, facilitons l'émergence de pratiques sociales libératrices. En mettant corrélativement cette expertise militante et cette capacité à rassembler au service de nos objectifs, en veillant à ce qu'elles bénéficient à tous sans jamais devenir les auxiliaires de quiconque. Cette période, les tâches qu'elle appelle, supposent de notre part un énorme engagement, de grandes responsabilités, et il nous revient d'y faire face à partir de ce que nous sommes, de ce qui nous réunit, de notre démarche associative autour des droits et libertés. C'est la meilleure manière, la seule manière ; l'avenir se prépare au présent. ●